



La nostalgie du dirigisme économique : trois malentendus

Par **DAVID THESMAR** et **AUGUSTIN LANDIER***

Face à la croissance molle que connaît notre pays depuis près de 6 ans, « *déclinistes* » et « *anti-déclinistes* » partagent en grand nombre la même réaction : une nostalgie émue pour les Trente Glorieuses, cette période bénie où, sous la tutelle d'un Etat centralisé, bienveillant et efficace, une économie nationalisée, motorisée par la planification, remontait alors à la surface à 6 points de croissance par an, dans une ambiance d'euphorie et de plein emploi. Les deux principaux candidats à l'élection présidentielle se sont faits les porte-voix de ce rêve d'un retour au moins partiel au dirigisme via la prise en main par le politique de certains grands dossiers industriels, le refus de la dictature des marchés financiers, la lutte anti délocalisations ou la moralisation du capitalisme par la loi. Dans ces domaines, c'est à l'Etat qu'il revient d'intervenir car livrés à eux-mêmes les acteurs économiques ont failli.

Si ce discours n'a fait l'objet d'aucune remise en question, c'est qu'au fond, les français y adhèrent. La France se convainc d'avoir pour mission historique l'invention d'un « autre capitalisme », à la fois plus humain et plus efficace, où l'Etat interviendrait pour tempérer le bouillonnement inquiétant du marché. Selon nous, cette conviction repose sur un triple malentendu.

Malentendu sur le diagnostic d'abord : le dirigisme ne fonctionne pas de la même façon dans tous les contextes historiques. Certes, il a été diablement efficace pendant les Trente Glorieuses, lorsque la croissance française reposait sur le rattrapage de l'industrie américaine. Le Commissariat au Plan, la rue de Rivoli, l'hôtel Matignon ont su orchestrer l'adoption rapide des nouvelles technologies et des nouvelles organisations du travail importées d'outre Atlantique. Mais aujourd'hui et fort heureusement, la France n'est plus en période de rattrapage industriel. Elle se situe à la frontière technologique, c'est-à-dire dans une situation où pour croître, il ne suffit pas d'imiter, d'organiser la reconstruction, mais d'innover, d'inventer, de se réorienter mois après mois vers les secteurs les plus porteurs. En matière de politique industrielle, il faut faire notre deuil de l'approche centralisée, par le haut, qui fut si chère à nos cœurs.

Le second malentendu est historique. L'anti-capitalisme n'est pas un trait de notre culture, pas plus que le libéralisme n'est une invention anglo-saxonne. Dans les

années 20, la France avait un marché boursier aussi développé, en regard de sa taille, que celui de l'Amérique d'aujourd'hui, et le consensus d'alors était celui d'une intervention minimale de l'Etat. Qui se souvient aujourd'hui qu'avant la seconde guerre mondiale, près d'un millier d'opérateurs se partageaient le marché de l'électricité. Bref, souligner l'efficacité du marché financier et douter de l'efficacité de l'Etat dans les choix de politique industrielle, ce n'est ni nous dénaturer, ni céder aux sirènes anglo-saxonnes : l'anti-libéralisme n'est pas inscrit dans nos gènes.

Malentendu économique finalement. Les Français confondent aujourd'hui deux débats, celui sur l'économie de marché financiarisée et celui sur la redistribution. Pourtant, une faible interférence de l'Etat dans la vie des affaires n'est en rien antinomique avec un fort niveau de redistribution. Renoncer aux interférences de l'Etat dans le jeu des marchés financiers (les fusions et acquisitions par exemple)

ne nous empêche absolument pas de limiter les inégalités et de redistribuer les richesses. Par exemple, les pays scandinaves ont fait le choix d'un Etat faiblement interventionniste en politique industrielle, et d'un fort niveau de redistribution. S'il existe une préférence française en matière d'égalité des revenus, elle n'a aucune raison de s'exprimer.

Si nos compatriotes se méfient aujourd'hui des entreprises, c'est qu'ils n'en sont pas propriétaires. Or, aujourd'hui, les multinationales, de France ou d'ailleurs, encaissent les bénéfices de la globalisation, mais ceux-ci sont en grande partie reversés à leurs actionnaires. Les français doivent en être. La solution ne repose pas dans les multiples défiscalisations dont bénéficie déjà l'épargne en action. Il faut, comme cela a été fait dans d'autres pays européens, intégrer directement l'épargne longue au financement des retraites, et la substituer partiellement à la retraite par répartition. Alors émergeront des fonds de pensions français géants, qui feront des français des gagnants de la mondialisation, permettront à la place financière de Paris de se développer, et contribueront à moraliser le capitalisme. ■

* David Thesmar est professeur associé à HEC. Augustin Landier est maître de conférences à l'université de New York. Ils ont publié *Le grand méchant marché : décryptage d'un fantasme français* (Flammarion, 2007)

“L'anti-capitalisme n'est pas un trait de notre culture, pas plus que le libéralisme n'est une invention anglo-saxonne”